



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2017.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/139 du 14 mars 2017

**portant autorisation, au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques,
pour l'aménagement de la ZAC de la Croix de l'Orme – Création d'un quartier d'habitation
et de plusieurs équipements sur la commune de BRUYERES LE CHATEL**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier du Mérite Agricole.**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 123-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 214-1 et suivants, R. 214-1 à R. 214-60 ;
- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, administrateur civil hors classe, en qualité de Sous-Préfet hors classe, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne ;
- VU** le décret n° 2015-980 du 31 juillet 2015 relatif à l'établissement public Grand Paris Aménagement et abrogeant le décret n° 2002-623 du 25 avril 2002 relatif à l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne ;
- VU** le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de Préfète de l'Essonne ;
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 1^{er} décembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral régional n° 2014.DDT-SE-275 bis du 2 juillet 2014 approuvant le SAGE révisé sur le bassin versant Orge-Yvette ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-DDT-SE-1120 du 13 octobre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2005-DDAF-SE-1193 du 21 décembre 2005 fixant la répartition des compétences entre les services dans le domaine de la police et de la gestion des eaux superficielles, souterraines et de la pêche et abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2008-DDAF-SE-1177 du 31 décembre 2008 ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/792 du 17 octobre 2016 portant ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation nécessaire, au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, pour l'aménagement de la ZAC de la Croix de l'Orme par l'établissement public Grand Paris Aménagement sur la commune de Bruyères-Le-Châtel ;
- VU** le dossier comportant une étude d'impact, parvenu au Guichet Unique de l'Eau le 27 mai 2015, transmis par l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (AFTRP), sollicitant l'autorisation, au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, d'aménager la ZAC de la Croix de l'Orme (création d'un quartier d'habitation et de plusieurs équipements) sur la commune de Bruyères-Le-Châtel complété le 9 octobre 2015, les 16 mars et 20 juillet 2016 ;
- VU** la note d'information de l'autorité environnementale du 12 août 2016 confirmant son avis du 5 mars 2014 sur le projet de création de la ZAC de la Croix de l'Orme (créer un quartier d'habitations et plusieurs équipements) sur la commune de Bruyères-Le-Chatel ;
- VU** l'avis de recevabilité émis par le bureau de l'eau du service environnement de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne en date du 23 septembre 2016 ;
- VU** l'avis émis par la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Orge-Yvette du 8 décembre 2016 ;
- VU** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 14 novembre 2016 au vendredi 16 décembre 2016 inclus ;
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur parvenus en préfecture le 17 janvier 2017 ;
- VU** le rapport du bureau de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne en date du 6 février 2017 ;
- VU** l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Essonne émis lors de sa séance du 23 février 2017 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'établissement public Grand Paris Aménagement (ex AFTRP) par courrier en date du 27 février 2017 dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** l'accord de Grand Paris Aménagement du 6 mars 2017 sur le projet d'arrêté préfectoral soumis le 27 février 2017 ;

CONSIDÉRANT que l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Orge-Yvette ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement sont garantis par le respect des prescriptions imposées ci-après ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne ;

ARRÊTE

Article 1er

L'établissement public Grand Paris Aménagement (ex AFTRP) (siège Parc du Pont de Flandre 11, rue de Cambrai – CS 10052 – 75945 – PARIS Cedex 19 – affaire suivie par Mme SIMONET-DELARBRE de la Direction Territoriale Grand Paris Sud – Tél : 01,60,87,40,16), également dénommé "le bénéficiaire de l'autorisation", est autorisé à aménager la ZAC de la Croix de l'Orme – Création d'un quartier d'habitation et de plusieurs équipements sur la commune de BRUYERES LE CHATEL.

Cet aménagement relève de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'Environnement sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha	Autorisation

Article 2

La présente autorisation est accordée au titre du Code de l'Environnement dans les conditions détaillées au dossier de demande, sous réserve des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté, et indépendamment des autorisations rendues nécessaires par d'autres réglementations.

Article 3

L'autorisation est accordée pour une durée de trente (30) ans à partir de la notification du présent arrêté.

Si le bénéficiaire de l'autorisation désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il doit, dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration fixée dans le présent article, en faire la demande par écrit, à la préfète de l'Essonne en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Elle sera périmée s'il n'en a pas été fait usage au bout du délai de 3 ans à partir de la notification du présent arrêté.

Article 4

Durant la phase d'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises pour ne pas porter atteinte au milieu naturel.

Le service chargé de la police de l'eau devra être informé au moins quinze jours à l'avance de la date de début de chantier. Il sera informé immédiatement par télécopie de tout incident pouvant porter atteinte à l'environnement.

Article 5 - Prescriptions particulières

5.1 - Description des ouvrages hydrauliques à réaliser dans le cadre de l'autorisation

La nature, la position, le dimensionnement des ouvrages hydrauliques sont réalisés conformément aux engagements énoncés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.1.1 - Régulation des eaux pluviales

La période de retour pour le calcul des ouvrages hydrauliques est de 20 ans.

Gestion des eaux pluviales sur les emprises privées

Le pétitionnaire est en mesure de justifier que les travaux réalisés au niveau des lots libres respectent le cahier des charges de cession de terrain imposant la mise en place d'un système de collecte et d'ouvrages de rétention-infiltration des eaux pluviales sur leurs emprises respectives pour une pluie de retour 5 ans. La surverse pour des pluies d'événements supérieurs est admise dans le réseau d'assainissement de la ZAC.

Pour les lots 5 à 7 destinés à la construction de logements collectifs, les eaux issues de ces îlots sont collectées et stockées dans l'ouvrage de rétention infiltration du parc (ouvrage Noue-Parc).

Gestion des eaux pluviales sur les emprises publiques

Les ouvrages de rétention créés pour stocker les eaux de ruissellement et les rejeter à débit régulé vers le réseau pluvial extérieur sont les suivants :

Ouvrage	Besoin en capacité de stockage
Bassin 1 pôle sportif	341 m ³
Bassin 2 pôle sportif	283 m ³
Jardins humides pôle éducatif	384 m ³
Noue nord école	67 m ³
Bassin parc	1086 m ³
Noue sud école	85 m ³
Bassin sud est	818 m ³
Bassin sud ouest	465 m ³
Noue parc	350 m ³

5.1.2 - Moyens d'entretien des ouvrages hydrauliques

Phase chantier

Toutes précautions doivent être prises afin de réduire l'impact des travaux sur le milieu aquatique. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales sont réalisés le plus rapidement possible afin de recueillir les eaux de ruissellement du chantier et éventuellement les eaux issues de pompages destinés à l'assèchement des fouilles, et tamponner ces eaux avant rejet au milieu récepteur.

Les aires destinées à l'entretien ou au nettoyage des engins de chantier, ainsi que les aires de stockage des carburants sont aménagées de manière à éviter tout risque de dispersion de polluant par ruissellement.

Phase exploitation

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de l'entretien et de la maintenance des dispositifs de gestion des eaux pluviales sur le domaine public jusqu'à sa rétrocession à la commune. Tous les regards sont visitables et situés dans des zones accessibles.

Lors de la rétrocession des équipements de gestion des eaux pluviales, l'ensemble des plans de récolement du réseau d'assainissement, ainsi que le dossier loi sur l'eau, sont transmis à la collectivité afin que les services techniques en aient une connaissance parfaite et en assure la surveillance, l'entretien et le bon fonctionnement.

L'entretien et la maintenance des ouvrages de gestion des eaux pluviales (régulation et dépollution) sont réalisés de façon à en assurer leur bon fonctionnement conformément aux dispositions figurant au dossier de demande d'autorisation à la fréquence minimale :

- de 3 fois par an et après chaque orage pour la surveillance du remplissage des bassins et des noues par des boues de décantation, des végétaux et des flottants,
- de 3 fois par an et après chaque orage pour des regards, canalisations, grilles, vannes, siphons, limiteurs de débits, dégrilleurs et autres équipements ; ces ouvrages sont régulièrement nettoyés pour maintenir leur bon état de fonctionnement,
- bi-annuelle pour le faucardage des noues et des bassins.

Le remplissage des bassins par des boues de décantation sera surveillé et la fréquence de curage sera adaptée à l'évolution de la quantité de boues de décantation. L'enlèvement des sédiments et embâcles sont réalisés afin de maintenir les gabarits hydrauliques fixés à l'article 5.1.1.

Tous les produits issus des opérations d'entretien sont considérés comme des déchets et orientés vers la filière de traitement appropriée.

Aucun produit phytosanitaire ne doit être utilisé sur les emprises publiques et pour l'entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales (réseau, regards, bassin, noue).

Le service en charge de la police de l'eau sera informé du suivi des déchets de curage.

Article 6 -

Toutes les mesures de gestion des eaux pluviales détaillées dans le dossier de demande d'autorisation loi sur l'eau ainsi que les prescriptions particulières écrites à l'article 5 de l'arrêté préfectoral, sont reprises et consignées dans les documents de récolement des ouvrages et aménagements.

Les plans de récolement et les modalités d'entretien des ouvrages sont remis au gestionnaire lors de leur rétrocession.

Article 7 - Zones humides

7.1 – Superficies et aménagement

Seules 25 038 m² de superficie de zone humide sur les 4 ha identifiée sur le site sur des critères pédologiques pourront être détruites par le projet. La surface de compensation de la surface de zone humide détruite s'élève à 25 213 m² dont :

- 4609 m² par restauration de la zone 1,
- 8223 m² par création de la zone 2,
- 9006 m² par restauration de la zone 3,
- 3375 m² par création de la zone 3.

Les modalités d'aménagement des zones humides de compensation sont cohérentes avec le projet paysager d'ensemble de la Croix de l'Orme et détaillés aux plans annexés au présent arrêté.

Les végétaux utilisés pour l'aménagement des zones humides de compensation sont issus de l'annexe II table A de l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

7.2 – Alimentation et pérennité

7.2.1 – Plan de gestion et condition de réussite

Les éventuelles fauches de végétation seront réalisées de manière centrifuge pour permettre la fuite des espèces animales et au plus tôt fin août pour respecter les cycles biologiques des espèces animales et végétales.

Des îlots non fauchés seront préservés et des lisières arbustives implantées afin de diversifier les habitats.

Une caractérisation du caractère humide sur le critère floristique des zones de compensation est réalisée l'année n+3 de l'aménagement.

En cas d'échec à l'année n+10 le titulaire de l'autorisation propose au service instructeur un nouveau programme d'aménagement de compensation des zones humides détruites par le projet.

7.2.2 – Alimentation par les eaux pluviales

Un réseau de noues assure le traitement des eaux pluviales au fur et à mesure de leur circulation avant leur déversement dans les zones humides de compensation. Les bassins de rétention d'eaux pluviales seront réalisés en dehors des zones humides de compensation.

7.2.3 – Alimentation complémentaires

Les eaux de la source naturelle présente sur le site au droit du pôle éducatif seront canalisées et amenées par refoulement vers les zones humides 2 et 3 garantissant ainsi une alimentation en eau complémentaire à l'alimentation des eaux pluviales.

7.2.4 – Pérennité

Après aménagement, les zones humides seront rétrocédées à la commune de Bruyères-Le-Chatel conformément au traité de concession d'aménagement. Pour garantir leur pérennité la commune inscrira dans son document d'urbanisme l'ensemble des zones humides du projet et en assurera l'entretien selon le plan de gestion sur une durée de 30 ans. La rédaction d'un bilan de suivi tous les 10 ans sera remis au service instructeur.

7.2.5 – Phase chantier

L'accès aux zones humides sera limité lors de la phase chantier. Les zones concernées seront matérialisées sur place par une signalétique pérenne et visible. Le pétitionnaire informera les entreprises mandatées de la nature particulière de ces terrains et des prescriptions de protection formalisées dans une charte de chantier (accès limité aux entreprises de terrassement et végétalisation de ces zones, limitation des pistes de chantier, de l'entreposage de matériaux sur ces zones, interdiction de déversement et/ou de stockage de produits polluants, conservation du sol en place en l'état sauf terrassement prévu par le projet de conception).

Des visites de chantier mensuelles seront organisées.

Toutes mesures seront prises pour protéger les zones humides en phase chantier.

7.2.5 – Phase exploitation

Un calendrier des visites de chantier est établi pour le suivi des mesures compensatoires comprenant :

- un état des lieux avant travaux,
- un suivi des travaux préparatoires,

- un suivi des travaux de terrassement et modelage,
- un suivi des travaux de plantation.

Article 8

Dès la fin des travaux d'aménagement de la ZAC de la Croix de l'Orme à Bruyères-Le-Chatel, le bénéficiaire de l'autorisation adresse au service chargé de la police de l'eau, les procès-verbaux de réception des travaux et les plans de récolement des ouvrages et aménagements.

Article 9

Le bénéficiaire de l'autorisation se conforme à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution ou le partage des eaux.

Article 10

À la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, la Préfète peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement rend nécessaire, ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

Ils peuvent prescrire en particulier la fourniture des informations prévues à l'article R. 214-6 du Code de l'environnement ou leur mise à jour.

Article 11

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation.

La préfète fixe, s'il y a lieu des prescriptions complémentaires.

Ces dispositions sont applicables aux travaux ou activités présentant un caractère temporaire, périodique et dépourvu d'effet important et durable sur le milieu naturel en application du IV de l'article L. 214-4 ainsi qu'à la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 214-3-1.

S'il estime que les modifications sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les éléments énumérés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, la Préfète invite le bénéficiaire de l'autorisation à déposer une nouvelle demande d'autorisation. Celle-ci est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation primitive.

Article 12

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration à la préfète, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation ou la déclaration, d'un ouvrage ou d'une installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès de la préfète, dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, il est fait application des dispositions de l'article R. 214-48.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L. 214-3-1. La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. La Préfète peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 211-1 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, la préfète peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 13

Tout incident ou accident de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 est déclaré, dans les conditions fixées à l'article L. 211-5.

Article 14

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

Article 15

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la présente autorisation, dans les conditions déterminées aux articles L. 171-1, L. 171-2 et L. 172-4 à L. 172-6 du Code de l'environnement.

Ils peuvent, dans les conditions déterminées aux articles L. 171-3 à L. 171-5, L. 172-11, L. 172-12 et L. 172-14 du Code de l'environnement, se faire présenter, se faire communiquer, prendre copie ou saisir toute pièce utile au contrôle des dispositions du présent arrêté.

Article 16

L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

- 1) dans l'intérêt de la salubrité publique et notamment lorsque ce retrait ou cette modification est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations ;
- 2) pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique ;
- 3) en cas de menace majeure pour le milieu aquatique et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation ;
- 4) lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Article 17

Le non respect des prescriptions du présent arrêté entraîne les sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement ainsi que les amendes prévues pour les contraventions de la cinquième classe de l'article R. 216-12 du même code.

Le fait de faire obstacle aux agents mentionnés aux articles L. 172-1 et L. 216-3 du Code de l'environnement est passible des sanctions pénales prévues aux articles L. 173-4 à L. 173-8 du même code. aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement ainsi que les amendes prévues pour les contraventions de la cinquième classe de l'article R. 216-12 du même code.

Le fait de faire obstacle aux agents mentionnés aux articles L. 172-1 et L. 216-6 du Code de l'environnement est passible des sanctions pénales prévues aux articles L. 173-4 à L. 173-8 du même code.

Article 18

L'arrêté d'autorisation sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Il sera notifié à l'établissement public Grand Paris Aménagement et affiché par ses soins sur le site des travaux.

Un extrait et une copie du présent arrêté seront adressés au maire de la commune de Bruyères-Le-Chatel, pour être respectivement affichés dans la mairie pendant au moins un mois et mis à la disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire et adressé à la Préfète.

Un dossier sur l'opération autorisée sera mis à la disposition du public à la Préfecture de l'Essonne ainsi que dans la mairie de la commune de Bruyères-Le-Chatel pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation sera inséré, par les soins de la préfète et aux frais de l'établissement public Grand Paris Aménagement, dans deux journaux locaux, diffusés dans le département : "Le Parisien - édition Essonne" et "Le Républicain".

Le présent arrêté sera également mis à disposition du public sur le site internet des Services de l'État en Essonne, pendant un an au moins :

<http://www.essonne.gouv.fr/Publications/Arretes/Eau-arretes-prefectoraux-et-recepisses-de-declaration>

et <http://www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Eau>.

Article 19 : Délais et voies de recours

(Articles L. 214-10, L. 514-6 et R. 514-3-1 du Code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 20

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, le Directeur Départemental des Territoires de l'Essonne, le Directeur Interrégional Normandie-Hauts-de-France de l'agence française pour la biodiversité, le Maire de la commune de Bruyères-Le-Chatel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la directrice générale de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et à la Sous-Préfète de Palaiseau.

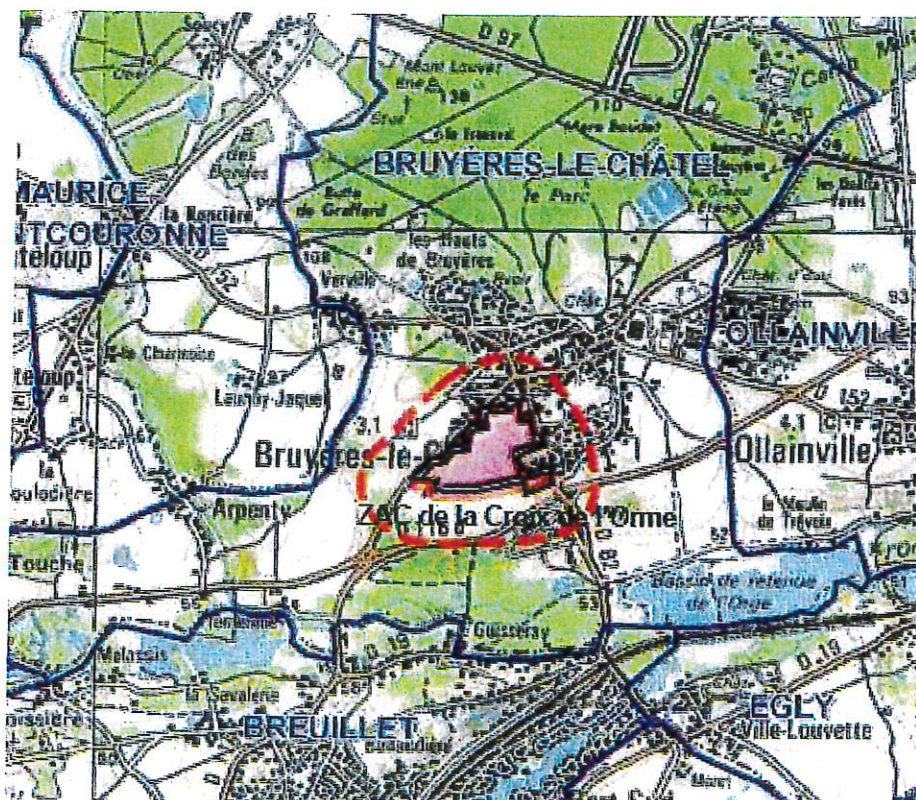
Pour La Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,


David PHILOT

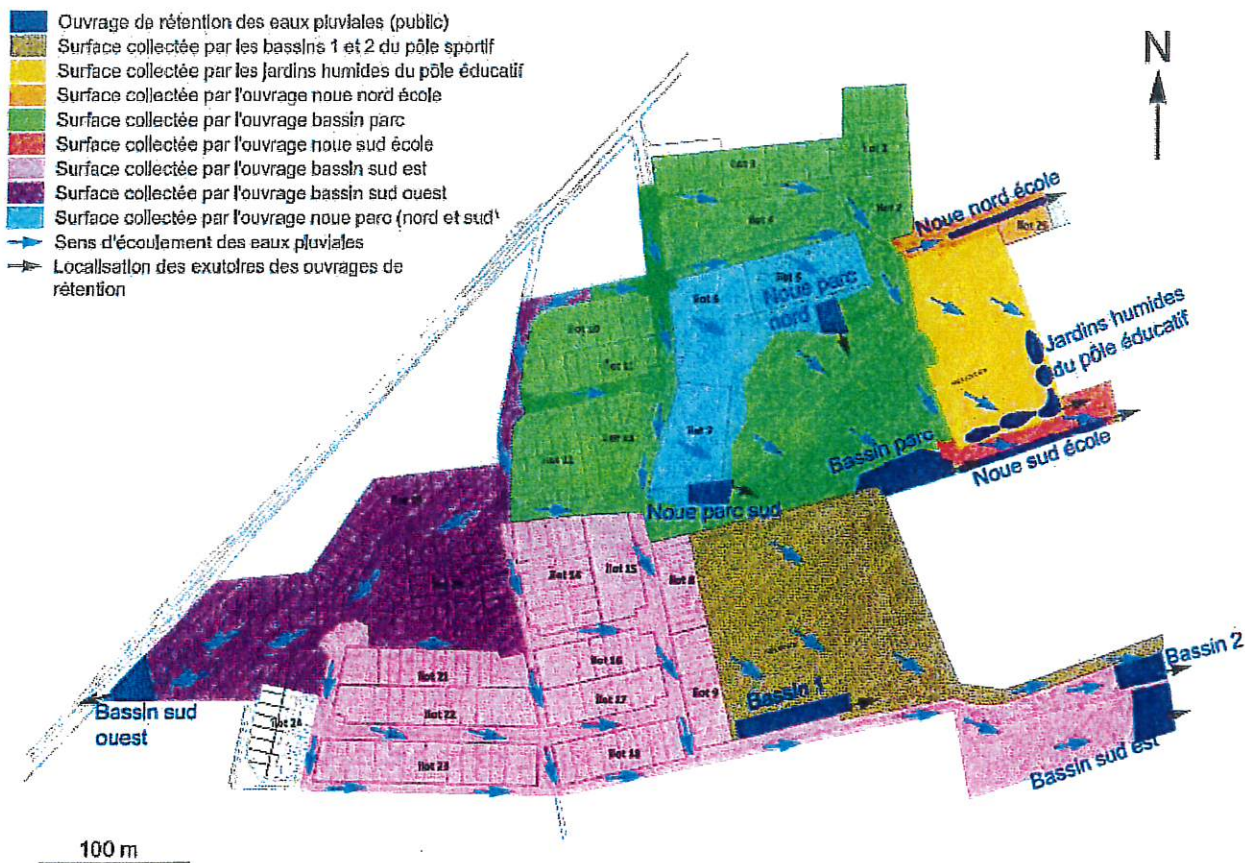
P.J. : Plans de situation, ouvrages par bassin versants, zones humides compensatoires, principes d'aménagement des zones humides.

ANNEXES

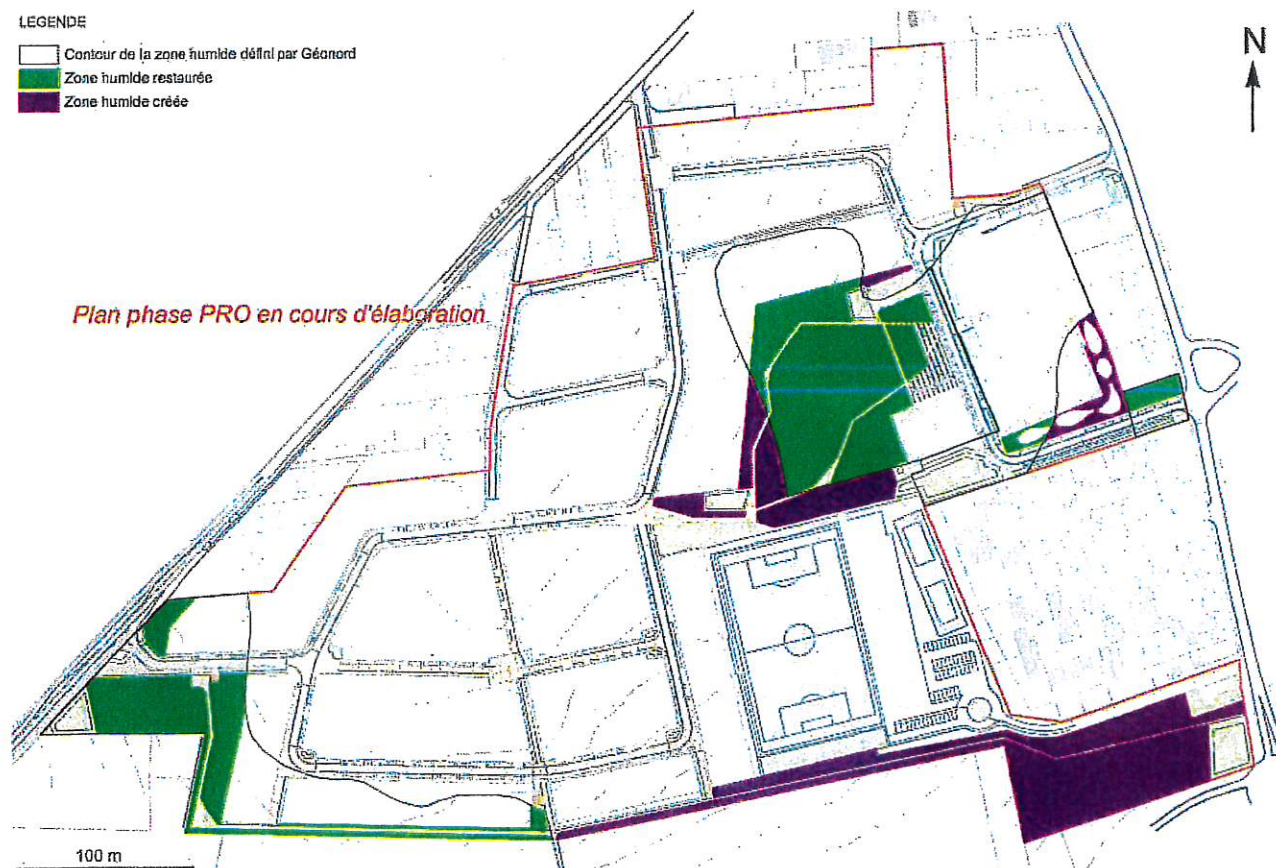
Plan de situation



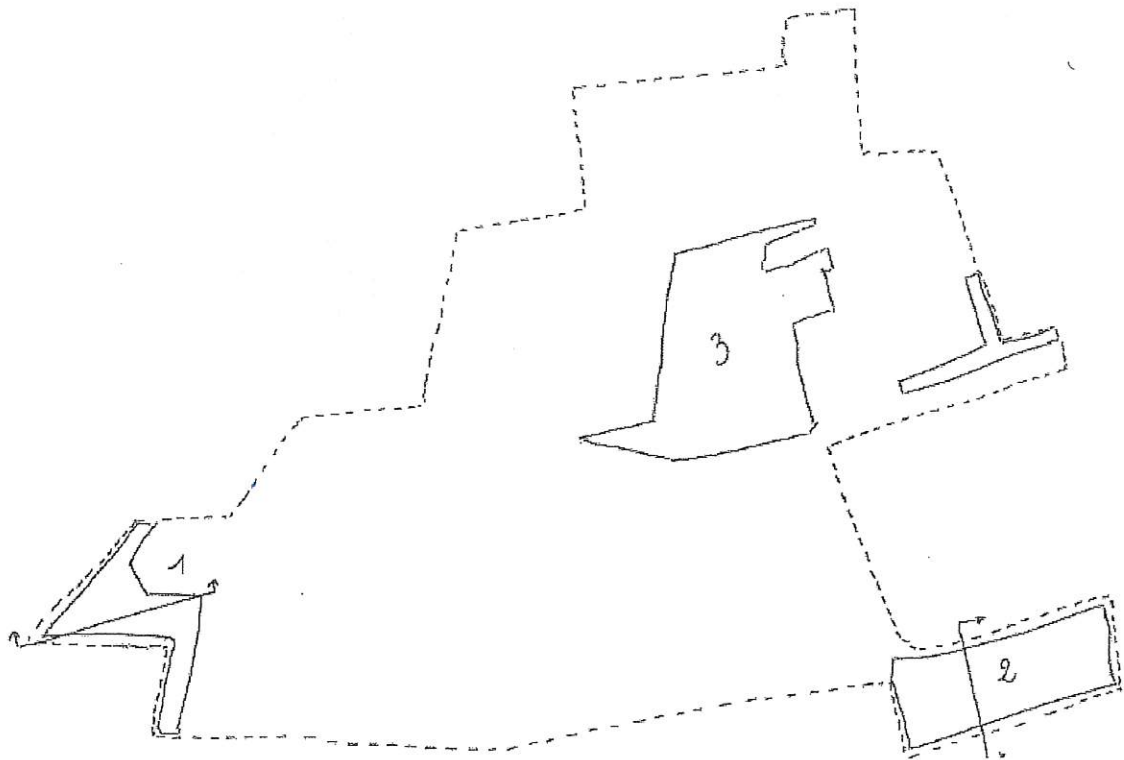
Ouvrages par bassin versant



Zones humides compensatoires



Plans et coupes zones humides



Secteur 1

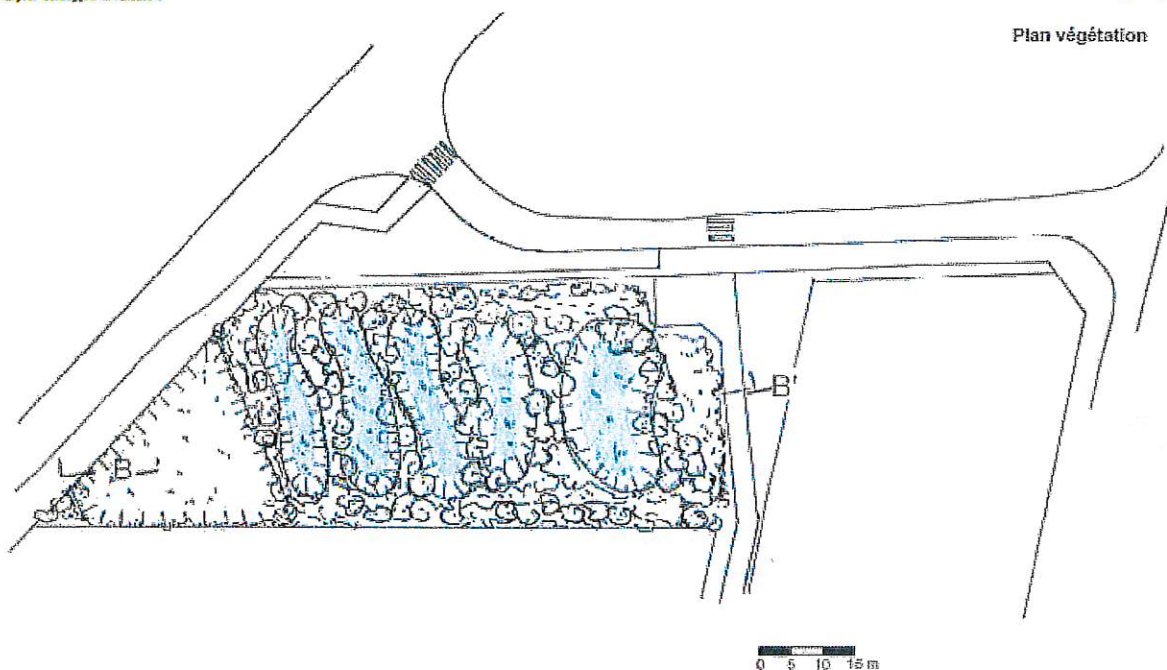


B Secteur 1 B'

Coupe longitudinale

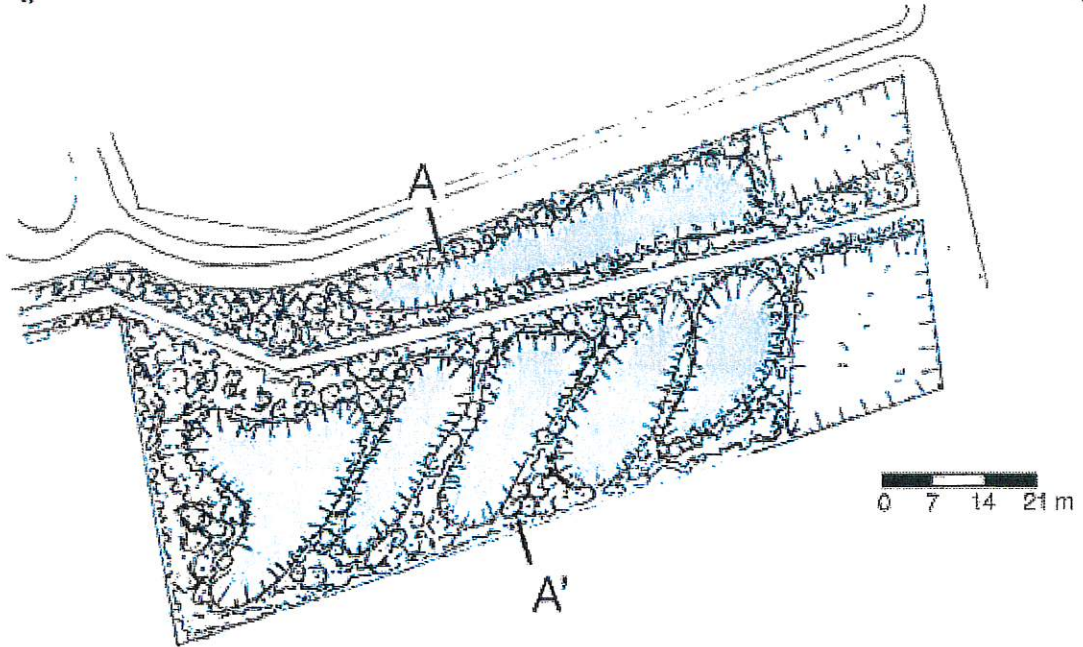
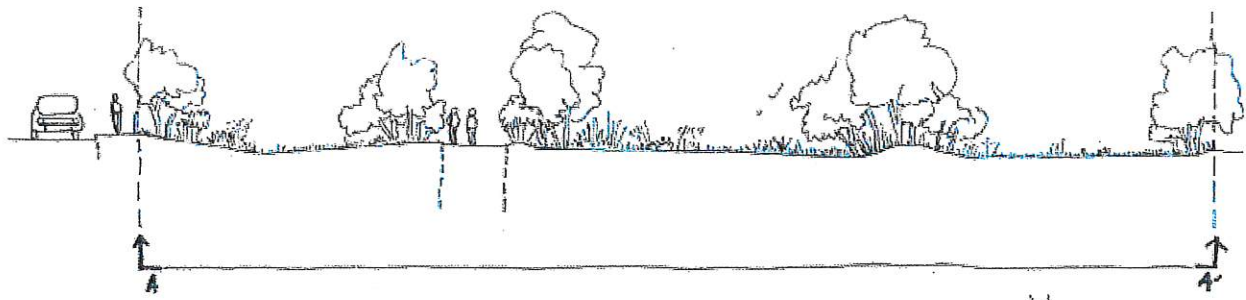
0 2 4 6 m

Plan végétation



0 5 10 15 m

Secteur 2



Secteur 3



Secteur 3
Plan végétation

